Quatrième pouvoir

COCORICO !

LE "MADE IN FRANCE" FAIT UN TABAC

Il est des succès qui font chaud au cœur. Celui du salon MIF Expo qui s'est tenu du 10 au 12 novembre à Paris est de ceux-là : près de 500 exposants et surtout un engouement populaire étonnant, avec des queues de consommateurs très avertis et très motivés de plus d'une heure (sous la pluie) à certains moments devant les portes d'entrée. Fabienne Delahaye, directrice de MIF Expo, estime que 60 000 personnes sont passées sur les stands pendant les trois jours. Un record. Le forum organisé samedi par *Marianne* (partenaire de MIF Expo depuis trois ans), avec Alain Rousset (président socialiste de la région Nouvelle-Aquitaine) et Annabel André-Laurent (vice-présidente LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes), a aussi fait le plein. Parmi les 400 personnes inscrites, certaines ont écouté les débats debout, voire depuis l'extérieur de la salle. Le *made in France*, à la fois mode de consommation et engagement citoyen, sort de son ghetto, et son succès a fini par réveiller Bercy qui, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, ignorait l'événement. Le dimanche matin, à 11 h 15, un communiqué de presse annonçait la venue de la secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher, pour le lundi à 16 h 30, juste à temps pour assister à la fermeture !

Le mépris des élites parisiennes est fortement ressenti par les chefs d'entreprise : un sondage auprès de 400 d'entre eux (réalisé par MIF Expo et Tudigo) révèle que seulement 9 % des patrons de PME considèrent que l'Etat fait quelque chose pour le *made in France*. La Banque publique d'investissement (BPI) fait à peine mieux (13 %). Les régions, elles, recueillent 34 % d'opinions positives, juste derrière les labels (type MIF ou Origine France garantie), qui s'offrent un score de 58 %. Il est temps de changer d'attitude. ■ **HERVÉ NATHAN**

* Lire aussi notre dossier « Le "made in France" peut sauver la France », sur le site marianne.net

Elle a osé le dire

Catherine Hiegel, actrice, ex-sociétaire de la Comédie-Française : *« Les acteurs ont le cœur à gauche, sinon pourquoi entreraient-ils sur scène ? » (Télérama).* Tout acteur ayant le cœur à droite est prié de sortir de scène par la gauche. ■

MERCI, CONFRÈRE !

ÉMIGRATION DE RICHES

Le Salon international de l'émigration et de la propriété de luxe (*sic*) s'est tenu à Cannes. Son but : permettre aux privilégiés de mettre tout ou partie de leur fortune à l'abri des regards indiscrets, en faisant leurs valises pour des destinations plus compréhensives. C'est *l'Humanité* qui a levé le lièvre. Moyennant 1 000 € l'entrée, on pouvait tout savoir du charme des paradis fiscaux ayant pignon sur rue en Europe, et comment y accéder. Il faut savoir venir en aide aux nécessiteux. ■ **FRANÇOIS DARRAS**

LE PIÈGE DES MOTS

PAR HENRI PENA-RUIZ

L'alibi de la souveraineté européenne

L'Europe inclut-elle plusieurs peuples, ou un seul ? Au-delà de la réponse évidente, la question est décisive. Non pas pour invalider tout internationalisme, mais pour dénoncer le piège d'une notion qui masque le dessaisissement des souverainetés populaires. Un peu d'histoire mêlée de philosophie.

Jean Monnet a voulu faire l'Europe par l'économie, et pas n'importe laquelle : l'économie capitaliste de la concurrence libre et non faussée, destructrice des droits sociaux. Sa théorie : faire advenir une telle Europe sans que les peuples s'en aperçoivent. Pour cela, une ruse antidémocratique : celle de l'engrenage, avec effet cliquet, afin de rendre quasiment irréversibles les traités et les normes. Curieuse conception du droit démocratique ! On se méfie tellement de la souveraineté populaire que l'on fait tout en douce. La négociation du Tafta et du Ceta dans le dos des peuples en est l'exemple type.

Atlantiste convaincu, proaméricain, anticommuniste, Monnet a gagné au-delà de ses espérances. La souveraineté des peuples est presque anéantie. Ils ne battent plus monnaie, n'ont pas le choix de leurs alliances (c'est l'Otan), ne peuvent pas décider de leur politique économique, ni du type de société dans laquelle ils veulent vivre. Ainsi la solidarité redistributive que permet la progressivité de l'impôt est jugée hors normes.

Quant à l'Europe sociale jadis voulue par Delors, elle est toujours reportée à demain. Cela en dit long. On voit mal comment elle pourrait advenir dès lors que le social n'est envisagé qu'a posteriori, comme un résidu facultatif. Le supplément d'âme d'un monde sans âme. Où est l'Europe tant vantée comme aire du droit, du progrès social et de la démocratie ?

La notion de souveraineté européenne impliquerait l'existence d'un peuple unique, qui se donnerait à lui-même ses propres lois. Mais il y en a plusieurs, et leurs souverainetés respectives doivent s'assortir de pouvoirs réels sur les champs d'exercice traditionnels de la citoyenneté. On a vu qu'il ne leur reste que la portion congrue. La « nouvelle gouvernance », truffée d'experts non élus et de technocrates sans légitimité démocratique, s'autoproclame « *souveraineté européenne* », imposant sans débat la figure fédérale, alors que la figure confédérale, respectueuse des nations, permettrait une promotion plus démocratique de l'internationalisme. ■